

## Traduction de la lettre à M. Ahern

Mes félicitations pour la décision du Conseil Européen approuvant la Constitution. La Présidence irlandaise a travaillé de manière attentive et efficace.

Je t'écris parce que je crois qu'il est opportun que le Conseil, une fois le Projet accepté, s'occupe de son soutien pendant la procédure de ratification.

La prochaine ratification -parlementaire ou par referendum- diffère des précédentes se référant à l'entrée d'un pays dans l'Union Européenne ou dans la Union Monétaire et Économique. Il s'agissait alors et avant tout d'une question concernant chaque pays. Maintenant la question si la Constitution doit être acceptée, concerne tous les pays et l'Europe dans son ensemble. L'avenir de l'Union est en jeu. L'Union ne peut rester un spectateur passif des processus qui auront lieu. Le Conseil doit proposer des voies de mobilisation afin que la Constitution soit acceptée. Dans le cas contraire, nous courons le danger que la question de la Constitution, cruciale pour tous, soit jugée par chaque pays selon des critères de politique économique et sociale intérieure. Les récentes élections européennes ont démontrées que nous devons nous mobiliser pour l'acceptation de la Constitution.

Une proposition possible serait que le Secrétariat du Conseil s'occupe de la campagne pour la Constitution. Le désavantage de cette procédure est le risque de créer une impression d'intervention directe du Conseil dans les affaires intérieures des pays membres. Je crois qu'il serait plus efficace qu'un comité (groupe, task force, commission) composé de personnalités et ayant le soutien du Conseil, de la Commission et du Parlement ait compétence pour organiser la campagne de mobilisation.

Un tel comité devrait être restreint de sorte qu'il puisse œuvrer de façon efficace. Ses membres devraient avoir le temps les connaissances et la compétence requises pour une telle entreprise. Ce comité serait en mesure d'aider, chaque gouvernement, à soutenir la campagne d'acceptation de la Constitution dans chaque pays. Il pourrait ainsi s'adresser à des ex premiers ministres et présidents de la Commission etc. afin qu'ils puissent participer à la campagne.

Il y a probablement d'autres moyens, peut-être meilleurs, pour soutenir ce projet. Je voudrais pourtant souligner qu'il est nécessaire que l'Union soit présente lors du processus de ratification et mette en lumière la valeur de la Constitution.

Si tu es d'accord avec cette proposition, il serait opportun que le Conseil prenne une décision de principe à ce sujet afin que la Présidence puisse en élaborer les détails.

Je suis à ta disposition pour apporter toute forme d'aide s'il en est besoin.